

Libéralisme et économie sociale: Cas du projet Songhaï au Bénin

Sophie Lavigne *

Mis en ligne le 30 mai 2005

Résumé

Dans les pays du Sud, les services aux citoyens sont presque inexistantes à cause de la faiblesse des ressources de l'État qui doit aussi tenter de survivre aux diverses pressions économiques et politiques. Le social est alors abandonné aux mains des O.N.G. locales ou internationales. Le Projet Songhaï au Bénin, projet d'économie sociale qui veut changer les « mentalités » par le biais d'une éducation où le travail et la performance sont les pierres angulaires pour obtenir des résultats compétitifs et s'assurer la réussite, n'est-il pas un véhicule de la pensée libérale ? Les théories ou pratiques de l'empowerment qui misent sur la prise en main de l'individu, ne sont-ils pas une adaptation de la pensée libérale qui favoriserait la liberté et l'autonomie des individus, mais aussi des collectivités. Un libéralisme qui retourne aux sources, qui soutient non seulement la liberté de certaines personnes, mais une liberté qui serait vécue par tous les hommes.

Mots-clé: Libéralisme, « empowerment », économie sociale, Afrique.

Free market, liberalism and social economy: a case study of the Songhai project in Benin

Summary

Services to citizens are almost non-existent in developing countries where governments have few financial resources and must also resist to numerous economic and political pressures. Social services are therefore handed over to local and international NGOs. In Benin, the Songhai Project presents itself as a social economy initiative trying to change "ways of thinking" through education that treats work and performance results as the cornerstones of competitive success. Is this not in itself an expression of free market thinking? As for theories and practices of empowerment aimed at developing individual self-reliance, are they not simply an adaptation of philosophic liberalism, which called for the freedom and autonomy of communities as well as individuals? It is an economic approach that goes back to first principles, defending not only the freedom of the few, but a freedom that would be experienced by all people.

Keywords: Free market economy, liberalism, empowerment, social economy, Africa

* Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada: Sofilavigne@yahoo.com

1. Introduction

Dans les pays du Sud tels que le Bénin, les services aux citoyens sont presque inexistant du fait que l'État a très peu de ressources et qu'il doit tenter de survivre aux diverses pressions économiques et politiques, le social est alors abandonné aux mains des O.N.G. locales ou internationales. Ces dernières sont financées par des accords bilatéraux et multilatéraux entre pays, et vont permettre de créer des structures où, encore une fois, l'idéologie de « se prendre en main » et de l'auto réussite sont valorisées. Certains types d'O.N.G. qui participent à ces accords, vont favoriser la participation citoyenne en réunissant les personnes vulnérables afin de mettre leurs forces en commun pour ensuite répondre à leurs besoins à travers des projets d'économie sociale.

Le Projet Songhaï au Bénin, projet d'économie sociale qui veut changer les « mentalités » par le biais d'une éducation où le travail et la performance sont les pierres angulaires pour obtenir des résultats compétitifs et s'assurer la réussite, n'est-il pas inspiré de la pensée libérale ? Les théories ou pratiques de l'*empowerment* qui misent sur la prise en main de l'individu, ne sont-elles pas une adaptation de la pensée libérale qui favoriserait la liberté et l'autonomie des individus, mais aussi des collectivités ? Un libéralisme qui retourne aux sources, qui soutient non seulement la liberté de certaines personnes, mais une liberté qui serait vécue par tous les hommes.

L'économie sociale qui utilise les pratiques d'*empowerment*, de participation et de démocratie serait donc en quelque sorte la *liberté participative* que l'on retrouve dans le libéralisme. Une liberté qui implique le social, le collectif afin de prévenir, d'une certaine façon, le monolithisme qui pourrait être engendré par un État libéral où l'individu ne participe pas à l'exercice du pouvoir.

Pour comprendre en quoi l'économie sociale et le libéralisme se rejoignent, nous définirons les concepts de libéralisme et d'*empowerment*, pour ensuite les cristalliser par l'expérience *Songhaï* au Bénin.

2. La pensée libérale

Le libéralisme s'appuie sur le fondement de la liberté et l'école libérale définit la liberté comme une faculté que tout homme porte en lui afin d'agir selon sa propre détermination, sans subir de contraintes sauf celles qui entrent en conflit avec autrui (Burdeau, 1979, p.40). Cette définition simpliste évacue tout débat sur le sujet, car les tenants du libéralisme posent la liberté comme un fait. Toutefois, il ne faut pas confondre toute aspiration à la liberté comme étant l'indicateur de l'idéologie libérale. Burdeau ajoute à cette mise en garde ce qui suit :

La liberté dont il se réclame a été en effet interprétée de telle sorte qu'en fait elle devenait un privilège. Généreuse dans son principe, elle fut discriminatoire dans ses conséquences. La liberté des forts eut trop souvent pour contrepartie la servitude des faibles. C'est pourquoi, s'il

*n'est pas interdit d'envisager une renaissance du libéralisme, c'est dans la mesure où les institutions par lesquelles il s'exprime parviendront à faire en sorte que la liberté inscrite en l'Homme soit aussi une liberté vécue par tous les hommes.*¹

C'est de la naissance de ce libéralisme, où la liberté est vécue par tous les hommes, que l'économie sociale et l'empowerment s'inspirent. Mais voyons d'abord brièvement les différents types de définitions du libéralisme d'après Vachet (1988).

Même si le libéralisme retourne à l'idée de liberté dans son étymologie, cela ne veut pas dire que le libéralisme se réduit à cette signification. La liberté a de multiples facettes qui, à travers l'histoire, les régions et les hommes, ont été diversement perçues. De plus, le nombre effréné de définitions du sujet le rend si intangible qu'il devient presque difficile d'y découvrir un principe unificateur.

*Mais pouvons-nous retenir, en parlant de cette diversité, que le libéralisme fixe les coordonnées d'un espace culturel à multiples dimensions que délimitent tant un ensemble d'attitudes mentales privilégiant les valeurs individuelles telles que perçues dans la rationalité occidentale, qu'une série de règles pratiques pour l'orientation des conduites politiques et économiques, en passant par l'énoncé de postulats tendant à rendre compte rationnellement de l'ensemble des réalités humaines et des réseaux de relations qui y aboutissent.*²

Vachet définira, sous trois catégories, le concept du libéralisme afin de lui donner corps et d'éliminer par le même fait, le sens vague qu'il tend à prendre de nos jours. Ces catégories reposent sur trois aspects : le premier est en lien avec l'attitude générale de l'esprit, le deuxième se rapporte à la philosophie et le dernier à la sociologie (terrain où l'on peut voir les impacts du libéralisme).

1. L'attitude générale de l'esprit

Le libéralisme serait défini comme une mentalité, une attitude rationnelle, une vision du monde, qui s'inscriraient dans une attirance de l'esprit vers la liberté, et qui entraînera la personne ayant un esprit libéral à favoriser « les phénomènes individuels, privés, séculiers et historiques, par opposition aux règles universelles, collectives et transcendantes. »³ L'attitude générale de l'esprit a pour principe fondamental la liberté de l'individu, dans tous les domaines, qu'ils soient spirituel, social, politique et économique.

2. Philosophie

Cette deuxième définition a trait à un ensemble philosophique logique qui tend à soutenir de façon rationnelle l'autonomie de l'homme dans l'univers. C'est donc

¹ Georges Burdeau, 1979, p.10

² Yves Vachet, 1988, p 17

³ Yves Vachet, 1988, p.19

dire que : « le libéralisme est un système qui préconise avant tout comme principe et comme moyen d'épanouissement de l'individu, la liberté, et qui offre comme programme de toute organisation sociale, l'usage de cette liberté.»⁴ Cet énoncé philosophique s'appuie sur la croyance que les droits de l'individu émanent de son humanité. Ces droits sont à la fois la raison de son autonomie et de sa liberté, ce qui sous-tend que le libéralisme est fondé sur la notion de personne, ou d'être moral et social qui obéit à l'obligation du droit. Et ce droit est la manifestation la plus typique de la volonté de liberté. Cette liberté est surtout exercée à l'endroit de l'État parce que l'individu veut affirmer et exercer son indépendance vis-à-vis de ce dernier. L'individu libéral s'inscrit alors dans une philosophie sociale qui s'apparente à une « doctrine politique pour laquelle le fait fondamental réside dans les droits naturels de l'homme, par opposition à ses devoirs, et pour laquelle la mission de l'État consiste à protéger ou à sauvegarder ces mêmes droits.»⁵ En d'autres termes, le libéralisme est l'antipode de l'étatisme. En ce qui concerne le point de vue économique du libéralisme, on peut dire que ce champ est un terrain fertile, car il en constitue l'activité humaine principale ainsi que l'affirmation de l'individu. En ce sens, le libéralisme a pour but la création d'une société, où tout homme, par sa liberté et son autonomie, a accès aux opportunités économiques ; il peut utiliser ces opportunités, par la force de son travail, pour s'enrichir, et par la suite, jouir des richesses qu'il a créées. Le principe unique étant la libre compétition qui est vue comme le stimulant de l'entreprise individuelle et comme l'agent de sélection naturelle, car dans ce système ce sont les talents et la perspicacité de l'individu qui comptent. Un point important quant à notre thèse sur l'empowerment qui valorise les talents et la perspicacité de l'individu, à la seule différence qu'ils seront mis au service d'une collectivité afin de préserver les droits (ou de les conquérir) de cette collectivité et par le fait même de l'individu. De plus, Songhai à travers sa mission de « création » de leader socio-économique valorisera la compétition sous la forme de résultats positifs.

*En résumé le libéralisme se définirait philosophiquement comme une rationalisation de l'indépendance des individus tendant à se protéger des pouvoirs, surtout religieux et politique, et à se répandre dans les activités économiques livrées à la spontanéité des intérêts de chacun des hommes à la recherche de leurs satisfactions. En tant que philosophie le libéralisme justifie le caractère prométhéen de l'individu qui pose ses droits avant ses devoirs et lie l'Église comme l'État à son libre consentement.*⁶

La facette économique du libéralisme est présente aujourd'hui plus que toutes les autres, et elle influence les autres facettes de l'idéologie. Ce qui entraîne les individus, qui se livrent à l'économie libérale, à manquer à leurs devoirs, et

⁴ idem

⁵ Yves Vachet, 1988, p.20

⁶ Yves Vachet, 1988, p.21

parfois même d'éthique envers l'ensemble de la société.

3. Sociologie

Le libéralisme comme esprit et comme philosophie répond à un ordre libéral qui s'inscrit dans un ensemble sociohistorique où les pratiques sont complexes et les manifestations multiples. Ce libéralisme définit une société qui de façon pratique s'identifie... sur le plan politique, par la démocratie parlementaire ; sur le plan économique par le capitalisme industriel de petites et moyennes unités ; sur le plan social, par l'accession au pouvoir et la domination de la bourgeoisie ; sur le plan culturel, par les libertés de pensée et d'expression ; sur le plan moral, par l'individualisme ; sur le plan international, par le fameux principe des nationalités ; sur le plan religieux, par un anticléricalisme plus ou moins virulent ou modéré selon les pays.⁷

L'esprit libéral et la philosophie libérale trouvent, à cet effet, un point d'enracinement tout à fait réel dans l'ensemble des structures et des processus d'une société, par la réalisation, tant au niveau historique qu'avec les pouvoirs politiques, économiques, sociaux, qu'avec la rationalité, l'éthique, la religion et la civilisation, qui sont rattachées au libéralisme rationnel. Une description générale du libéralisme accorderait l'importance à l'autonomie de l'homme et à sa liberté d'indépendance. Donc, il faudrait considérer comme libérale toute manifestation rationnelle (on entend ici philosophique) ou sociale qui pose la liberté comme principe ou fin de l'activité humaine ou de l'organisation sociale, politique et économique. « Toute manifestation qui, basées sur la confiance sans réserve dans la bonté naturelle de l'homme et sur la foi dans la raison, vise à décharger l'individu du poids des autorités religieuses, morales, rationnelles et politiques, avec l'intention d'assurer à tous les hommes la possibilité d'affirmer leurs droits et de travailler à la croissance de leurs biens.»⁸

À cet effet, Vachet ajoute que les idéologies accompagnent et dévoilent les mouvements sociaux, faisant du même fait ressortir les luttes idéologiques qui sont le lieu d'affrontement entre sociétés anciennes et nouvelles (traditionnel et moderne dans notre cas) qui surviennent à un moment donné et dans un espace social précis, sans toutefois être le noeud du problème. D'après l'auteur, les sociétés existent sous forme idéologique avant qu'elles puissent s'inscrire dans l'histoire, ce qui rend d'autant plus importante l'analyse des idéologies par « l'étude des mouvements sociaux, des déplacements de pouvoirs et de privilèges, des gestes économiques et politiques et religieux d'une époque, peuvent permettre de découvrir la transparence du système rationnel qui s'en nourrit.»⁹

Le social d'après Burdeau (1979), a un rôle primordial qui supprime même le politique dans la pensée libérale.

⁷ Joseph Folliet, 1957, p. 11 : dans Yves Vachet, 1988, p.21

⁸ Yves Vachet, 1988, p.22

⁹ Yves Vachet, 1988, p.23

Nous sommes à la source théorique du libéralisme : l'antériorité et l'autonomie relative de la société par rapport à l'État signifiant que la première peut, à la rigueur, se tirer d'affaire sans le second, et, plus encore, que, dans n'importe quel système d'organisation, les activités de la première ont plus d'importance et de valeur que celles du second. La primauté des initiatives et des associations privées est l'essence de la philosophie libérale.¹⁰

La dépendance du politique envers le social implique une limitation des privilèges étatiques. Pourtant, cette hiérarchie peut être renversée à tout moment si, prétextant des exigences sociales, le politique amorce de changer l'ordre établi. Ce qui pourrait vouloir dire que l'exercice du pouvoir politique peut constituer une menace constante pour les individus, s'il s'oppose ou transforme des situations politiques, sociales et économiques qui étaient acquises. Afin que l'individu ne devienne pas opprimé par le politique il doit exercer sa liberté de façon participative.

Et à cet effet, on trouve deux types de libertés qui sont retenus, selon Burdeau, dans le libéralisme : la *liberté autonomie* et la *liberté participation*. La première est décrite comme étant une absence de contrainte physique et spirituelle. Cette liberté donne le sentiment d'indépendance où l'homme peut disposer de lui-même. La seconde, est décrite comme étant la liberté où l'individu peut s'associer à l'exercice des fonctions politiques (démocratie). Les droits politiques lui donnent alors l'assurance de sa liberté autonomie. L'individu qui participe aux décisions politiques s'assure que le pouvoir n'exercera pas de menace sur lui et qu'on ne lui imposera pas de mesures arbitraires. C'est à cet effet que les droits politiques, que l'on nomme *participation*, deviennent le prolongement nécessaire des droits individuels ; car la participation préservera la liberté autonomie ou l'indépendance individuelle que l'État, s'il n'était pas surveillé et ramené à l'ordre, pourrait éprouver et même bafouer. Dans ce sens, la liberté participation s'associe directement à l'économie sociale et à l'*empowerment* où l'individu exerce ses droits de façon démocratique, pour son mieux-être.

Ceci présuppose que le libéralisme dans ses sources ne donne pas la liberté comme un privilège. La philosophie de la réussite que prône le libéralisme, l'homme le doit à la liberté dans le sens où la liberté permet la réussite et non le contraire (la réussite qui donne la liberté).

Il est donc opportun d'opérer un nettoyage du libéralisme en l'amputant des conséquences contingentes abusivement rattachées à son essence. Cette entreprise conduit à une actualisation de la pensée libérale, mais il faut bien voir que, derrière le terme à la mode, elle signifie un retour aux sources. Elle implique, d'une part, un approfondissement de la double qualité, personnelle et sociale, de la

¹⁰John Locke, traité du gouvernement civil, dans Georges Burdeau, 1979, p.156

*nature humaine, d'autre part, une manière d'entendre la nature et la finalité du pouvoir qui, sans compromettre son rôle, sont compatibles avec le respect de l'autonomie de la personne humaine.*¹¹

L'homme serait donc un être libre et social. Socialité et liberté ne s'excluraient pas, mais feraient plutôt partie de la combinaison originale de l'humain. De plus, dans la foi libérale une deuxième source se retrouverait dans l'obligation, non pas extérieure à l'individu, mais intérieure, dans sa conscience personnelle et sociale. Burdeau (1979, p.268) ajoutera en ce sens : « La pensée libérale considère que, par sa nature d'être sociale, l'homme est doué d'une intelligence suffisamment avertie et d'une conscience assez ouverte pour vouloir l'obligation nécessaire au maintien d'une vie collective policée ». Puisque la liberté consiste à ne pouvoir faire que ce qui ne peut nuire aux autres, alors si l'individu outrepassé ce fondement par manque de conscience, il est puni par les lois ; et si c'est l'État qui outrepassé ce même fondement, dans ce cas il met en danger l'ordre social dont il doit être le garant, ce qui le prive alors de son autorité et de son efficacité en ce qui a trait à une paix durable. Le pouvoir qui intervient, qui obéit aux exigences de la pensée libérale, à ses sources, ce pouvoir est conscient de la valeur humaine et fait en sorte que toute personne soit libre et atteigne le bonheur.

Et c'est à ces sources libérales que l'économie sociale est à même de s'identifier. L'économie sociale étant la conjugaison du bien-être de l'individu et de l'économie, elle soutient l'individu à travers la collectivité, dans sa contribution au développement économique et social et dans ses activités citoyennes. Elle fait la promotion de valeurs démocratiques et favorise les initiatives de prise en charge de l'individu pour lui-même et pour la collectivité. L'économie sociale soutient aussi l'effort économique qui s'apparente à la production concrète de biens ou de services sous forme d'entreprises contribuant à une augmentation nette de la richesse collective. Un avoir et être qui sont compatibles et non exclusifs envers les plus démunis.

3. L'empowerment

L'empowerment, dans le contexte des pays en voie de développement, est un processus de prise en charge des populations par elles-mêmes qui favorise le développement d'économie locale, en parallèle aux systèmes macro-économiques, dans le cadre du renouvellement des pratiques d'économie des ces pays. Ce qui donne de nombreuses opportunités d'améliorations des conditions de vie à cause de l'autonomisation de l'individu et de sa participation à la collectivité, mais aussi et surtout à cause de sa participation au politique.

Le concept d'*empowerment* s'apparente au concept de pouvoir (Ninacs, 1995), et chaque milieu d'intervention qui l'utilise, le caractérise selon ses buts et ses pratiques. Il ne faut pas oublier que l'*empowerment* est une pratique qui

¹¹ Georges Burdeau, 1979, p.267

s'adresse aux individus et aux collectivités en situation de pauvreté.

Selon Destremau la pauvreté serait exprimée comme « une carence... par rapport à une norme de référence ». ¹² Les valeurs de la société définissent la pauvreté et l'individu se perçoit à travers le regard des autres. La pauvreté se caractérise par le manque de ressources matérielles et socio-affectives mettant l'individu en position d'exclusion. Bihr et Pfefferkorn considèrent la pauvreté comme « un processus cumulatif défini par l'accumulation de handicaps (de défauts, de déficits) résultant d'inégalités tendant à se renforcer réciproquement ». ¹³ L'avoir, le pouvoir et le savoir seraient les trois différentes carences qui joueraient dans l'exclusion d'une personne.

En revanche, la pauvreté où l'exclusion ne s'adresse pas qu'aux individus, certaines collectivités en sont touchées, comme les femmes ou les personnes handicapées. Ce sont aussi des territoires comme des quartiers, des régions ou même des pays qui manifestent des difficultés socioéconomiques.

3.1. L'empowerment au niveau communautaire

Rappoport (1987) ¹⁴ définit quatre composantes de l'*empowerment* qui sont : la participation, la compétence, l'estime de soi et la conscience critique (conscience individuelle, collective, sociale et politique). Pour qu'il y est *empowerment*, il faut l'interaction entre ces composantes. L'*empowerment* au niveau communautaire est un processus proactif qui se centre sur les forces, les droits et les habiletés des individus et de la communauté, plutôt que sur ses manques ou ses besoins (Gibson, 1991, Anderson, 1996). ¹⁵ De plus, la dimension individuelle à l'intérieur des perspectives sociales et communautaires contribue au développement de la santé communautaire par les attitudes, les valeurs, les capacités, à condition que ces attitudes et ces valeurs puissent rassembler les individus. Le *sens du communautaire* se rattache directement aux capacités, aux connaissances et aux habiletés des membres de la communauté. La structure organisationnelle fonctionne à condition que les individus exercent leurs leaderships dans le sens de l'organisation.

L'empowerment communautaire devient un processus au moment où il y a interaction entre la coopération, la synergie, la transparence et la circulation de l'information, le tout basé sur les forces du milieu. Il est le résultat de la participation dans des actions politiques et collectives et il requiert la participation active des personnes où la redistribution des ressources est favorable pour le groupe. L'unité d'analyse devient le groupe ou la communauté. L'empowerment communautaire se déroule en plusieurs étapes : la découverte des membres du milieu

¹²Blandine Destremau, 1998, p.27

¹³ Alain Bihr et Roland Pfefferkorn. 1995, p.509

¹⁴ Empowerment : <http://libertaire.free.fr/PuissancedeSoi.html>. Sous l'auteur: J. Rappoport

¹⁵ Empowerment : <http://libertaire.free.fr/PuissancedeSoi.html>. Sous les auteurs: J.M. Anderson et C.H. Gibson

entre eux ainsi que le dialogue et l'établissement d'un sentiment d'appartenance au groupe. Après concertation, le groupe pose un diagnostic de la situation dans laquelle il se trouve et formule par la suite des objectifs à atteindre.¹⁶

Enfin, lorsque la communauté est capable d'analyser sa situation, de définir ses problèmes et de les résoudre, les objectifs de l'*empowerment* communautaire sont atteints. Et pour y arriver, des stratégies d'intervention comme l'animation de la base par des techniques de communication interpersonnelle, ou des groupes de discussion, la formation, l'appui financier et logistique par des O.N.G. ou des intervenants de tiers secteurs, ainsi que le suivi des activités, sont fondamentales. Le processus d'*empowerment* autant auprès des individus que des collectivités ne peut prendre son essor qu'avec le soutien d'une structure. Il est alors nécessaire de renforcer les capacités des intervenants (personne ou O.N.G.) à remplir leurs rôles d'accompagnateurs auprès de la population, afin de garantir des bénéfices aux actions sociales. Il faut ajouter que dans les pays du sud, le rapport *empowerment* et pensée libérale est différent de celui qui est exercé au Nord. Des pays comme le Bénin, ont entrepris un développement néo-libéral et font donc face à des pressions exercées en grande partie par les programmes d'ajustement structurel imposé par de la Banque mondiale et le Fond Monétaire International. De plus, ces pays n'ont pas eu d'État-providence, ils sont souvent à la sortie du monde traditionnel et sont poussés à entrer dans le monde moderne tel que les pays industrialisés après la guerre. Ils n'ont souvent pas d'acquis sociaux à perdre comme au nord, ils cherchent plutôt à se structurer afin de permettre le développement économique.

Dans la perspective politique, l'empowerment est le résultat qui permet de changer les structures actuelles et les relations de pouvoir entre les diverses instances, les intervenants et les individus. L'expérience a démontré que les programmes qui associent la population à leur gestion ont souvent mieux réussi que d'autres. Il est souhaitable de développer chez certains membres de la communauté l'expertise nécessaire pour l'auto-gestion de programme au fur et à mesure qu'il évolue.¹⁷

En adoptant cette politique, surtout dans les pays du sud, la main-d'oeuvre locale offre de meilleures garanties au plan des coûts et des bénéfices pour la communauté, que le soutien d'experts étrangers qui engloutissent les rares ressources qui pourraient servir à soutenir le milieu. Il est donc important que la formation des intervenants favorise le transfert des outils, des techniques, des savoirs-faires, c'est-à-dire l'expertise complète vers la base.

¹⁶ Dans le site :Empowerment : <http://libertaire.free.fr/PuissancedeSoi.html>. Sous les auteurs: A.S Lackey et R. Burke, M. Peterson, 1987

¹⁷ Dans le site :Empowerment : <http://libertaire.free.fr/PuissancedeSoi.html>. Sous l'auteur: S. Sherwin, 1992

3.2 *Pensée libérale, concept d'empowerment et économie sociale*

Comme nous l'avons vu l'empowerment s'approche de la *liberté participation* que Burdeau (1979) décrit comme étant la liberté où l'individu peut s'associer à l'exercice des fonctions politiques afin de s'assurer par ses droits politiques une *liberté autonomie*. L'individu qui participe aux décisions politiques, qui reprend le pouvoir sur sa vie (*empowerment*), s'assure que le politique, ou l'État, ne pourra exercer de menace sur lui et ne pourra pas lui imposer de mesure arbitraire, bref la démocratie.

Le projet Songhaï est donc la mise en oeuvre de l'*empowerment* et de la *liberté participation* parce qu'il a comme mission la transformation des « mentalités » des populations les plus défavorisées pour accroître leur esprit d'entrepreneuriat, afin d'améliorer leur qualité de vie sur le plan social, économique et politique.

4. **Projet Songhaï au Bénin**

4.1. *Organisation de Songhaï*

Songhaï est un centre agrobiologique de formation, production, transformation, recherche et développement en agriculture. Il est doté de plusieurs « fermes-écoles » qui développent un système de production viable et peu coûteux basé sur l'agrobiologie et intégrant l'agriculture, l'élevage et la pisciculture. Son but est de valoriser les ressources naturelles locales pour diminuer les coûts de production et mettre en évidence les possibilités de synergie entre les différents secteurs de production. L'O.N.G a été fondée en 1985 par M. Godfrey Nzamujo, un religieux bénédictin Nigérian. Le Centre a comme mission fondamentale d'amorcer une transformation « morale et technique » au sein des populations les plus défavorisées, pour accroître leur esprit d'entrepreneuriat. C'est une idée d'*empowerment* pour développer et transmettre des valeurs humaines appropriées à un changement de comportement, afin que les jeunes, les paysans, les femmes et les entrepreneurs deviennent des acteurs de leur propre développement, capables d'initiatives et de créativité.

Songhaï est aujourd'hui implanté sur plusieurs sites au Bénin. Le siège du centre ainsi que la première « ferme-école » sont situés à Ouando, en banlieue de Porto-Novo, capitale administrative du Bénin située au sud-est du pays. Ensuite, vient la Ferme-école de Tchi-Ahomadegbé, devenue une coopérative en 1996 et qui est située dans le département du Mono (sud-ouest du Bénin). Puis, une « Ferme villageoise » est créée par les anciens élèves de Songhaï et la population rurale de Kinwedji (département du Mono) et elle aussi soutenue par le centre Songhaï. De plus, une Ferme de production a été créée à Ilaro, au Nigeria, ainsi que de nombreux groupements féminins et mixtes toujours rattachés à l'agriculture et sa commercialisation. Et dernièrement, deux nouveaux centres Ferme-école ont vu le jour, l'un dans le département du Zou à Savalou (centre) et le second dans le Borgou (Nord-est) à Parakou.

Une équipe d'animation paysanne assure un suivi à un réseau de plus de 250 fermes à travers tout le pays. L'équipe a comme tâche d'accompagner les fermiers dans leur installation en déterminant les chances de réussite, les meilleures activités de départ, les investissements et les financements appropriés pour favoriser l'essor de la ferme. De plus, le secteur agricole, s'il veut être dynamique, se lie souvent à l'industrie et à la commercialisation. Songhaï a ainsi développé des services complémentaires à l'agriculture, comme l'artisanat, les technologies et la mécanisation appropriées ou adaptées aux diverses régions du Bénin et au climat tropical.

Songhaï propose une formation pour « changer les mentalités » et non une formation qui forme des gestionnaires de projet. Songhaï veut promouvoir la culture d'entreprise et former des leaders qui seront capables d'avoir une vision, de la formuler et de la développer. Cette vision devrait se transformer en mission et s'intégrer dans le mouvement Songhaï. Enfin, cette mission serait mise en œuvre avec l'aide et la participation des autres acteurs du mouvement. Le leader aurait le devoir d'orchestrer l'ensemble des actions, mais aussi les valeurs propres à Songhaï. L'économie et l'éthique sont continuellement mises de l'avant dans le mouvement Songhaï pour construire une nouvelle société.

4.2. L'évolution de Songhaï

Songhaï est né modestement, en 1985, avec dix hectares de terrain à Ouando en banlieue de Porto-Novo, donné par le gouvernement béninois à Nzamujo et une équipe de six jeunes déscolarisés. Après avoir défriché le terrain et construit six bassins piscicoles, ce sont des amis du petit groupe, nommés le *support group*, qui ont financé l'achat de 32 œufs de cailles, 12 canards, 100 poulets, 10 truies et 20 ovins et caprins. Ces animaux donnèrent un bon rendement et un an plus tard ils permirent à Songhaï, d'après les résultats obtenus sur le terrain, d'obtenir un premier engagement financier avec l'A.D.F. (Africain Development Foundation). Ces fonds permirent la construction de 84 bassins de pisciculture et celle d'une porcherie.

C'est en 1987 que, pour la première fois, Songhaï accueillit 28 étudiants. Avec autant de personnes qui travaillent tout en apprenant, le projet Songhaï prend de l'expansion et donne des récoltes très abondantes ; ce sont ces récoltes qui mirent sur pied un système de vente et de livraison afin de ne pas perdre les denrées. Le volet formation devint de plus en plus important et structuré en donnant des promotions de 15 étudiants tous les six mois. C'est en 1988, lors de la remise des premiers diplômes que de nouveaux partenaires vinrent collaborer et renforcer l'équipe de Songhaï.

Par la suite, en 1989, un second centre, le Centre de Tchi-Ahomadegbé, fut construit dans la région du Mono sur un terrain, 125 fois plus vaste que le précédent. C'est à ce moment que l'expérience dut s'adapter selon un nouveau contexte ; celui d'un village qui préexistait sur les 125 hectares. Des jeunes allèrent s'y installer pour construire les bassins de pisciculture et les

infrastructures et peu à peu d'autres jeunes du village demandèrent à être formés et à participer au projet Songhaï. De cette expérience sept coopératives se constituèrent sur le site et le FED (Fonds européen pour le développement) se joignit au projet par son financement.

En 1989, un premier colloque fut organisé à Ouando pour faire connaître la philosophie, ce qu'on nomme comme le modèle de développement de Songhaï, et la théologie du mouvement Songhaï. Ce colloque permit la rencontre entre les praticiens, les théologiens, les élèves, les intellectuels et les gens du Nord et du Sud. La conception du développement de Songhaï était maintenant connue et avait de plus en plus de support des populations et des bailleurs de fonds.

Par la suite, Songhaï ouvre un magasin de vente de ses produits à Cotonou en 1991. L'année qui suit, des activités de transformation agricoles vont débiter avec la mise sur pied d'une charcuterie, d'une industrie de jus, de confiture et de farine de manioc. Un restaurant et une formation en restauration et en l'hôtellerie suivirent en 1993, et tout cela était pour mettre en valeur les produits agrobiologiques de la ferme de Ouando. De plus, un atelier de mécanique, un abattoir et une unité de réfrigération sont mis en place la même année.

Songhaï ne fait pas que créer des projets il est aussi appelé à en soutenir et c'est dans cet esprit qu'un réseau de fermiers fut mis en place des 1995. Ce réseau servait avant tout à donner de l'assistance technique, de la formation et du crédit afin de stimuler le milieu. Par la suite, un point de vente Songhaï fut créé à Lakossa pour permettre au réseau des fermiers de commercialiser leurs produits.

En 1996 Songhaï se retire du centre de Tchi-Ahomadegbé tout en restant une équipe-conseil. Songhaï confiera la ferme-école à une coopérative villageoise qui poursuivra ce qui a été commencé et qui obtiendra le prix de la productivité de la CEDEAO (Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest) en 1999. Le gouvernement du Bénin avait demandé à Songhaï de faire de nouveaux projets plus au Nord, à Savalou et à Parakou. Ces projets furent réalisés sur deux années à cause des travaux d'aménagement très important.

Parallèlement, l'IFED (Institut de formation des entrepreneurs en développement) fut créé en 1997 pour assurer une formation continue aux anciens élèves, mais aussi pour organiser des colloques et des séminaires. De plus, un autre atelier de mécanique s'est mis sur pied pour fabriquer des machines agricoles adaptées aux besoins des sols, et des cultures.

C'est en 1999 que l'USAID (United States Aid for International Development) s'est joint au projet Songhaï pour développer un réseau de télé-services communautaires et financer en partie les centres de Savalou et Parakou. Pour ce qui est du réseau de télé-services, il permet à la population et aux fermiers d'avoir accès aux nouvelles technologies de l'information. Le premier télécentre a été construit à Porto-Novo et il peut accueillir une centaine de personnes par jour ; les télécentres de Savalou, Parakou et Lakossa sont aussi opérationnels, mais offrant un peu moins de services que celui de Porto-Novo. De plus, un

système de communication par radio relie les centres de Ouando, Parakou et Savalou de façon à ce que les informations en tout genre soient toujours disponibles aux populations et aux fermiers. Les centres de Parakou et de Savalou furent inaugurés cette même année et un centre de réfugiés à Kpomassè fut confié à Songhaï afin d'y faire une ferme agropastorale en lien avec la ferme et la coopérative de Ouando. Cette dernière initiative ayant eu un grand succès, permit le réinvestissement des surplus des activités agricole dans la création d'une route, d'une clinique et d'une école pour les réfugiés et la population locale.

L'USAID répond à un nouveau projet en chantier depuis 2002, celui d'un réseau de vente par filières qui allierait les fermiers de Songhaï à des partenaires privés pour le transport des marchandises ou la transformation des produits. Songhaï est toujours en mouvement et permet l'innovation et l'adaptation à tous les contextes. Songhaï n'est pas une structure rigide, c'est un vaste mouvement chapeauté par un modèle de développement où le travail et l'entrepreneuriat sont au rendez-vous et où la synergie est l'élément clé.

4.3. Contexte historique d'où émergera Songhaï

Après la faillite économique et politique du régime militaro-marxiste en 1989, caractérisée par une année de grève de toute la fonction publique, donc de la plus grande partie de la population, le gouvernement béninois devait trouver une solution à l'impasse. L'urgence des besoins de financement va l'amener à solliciter la Banque Mondiale, mais pour recevoir les fonds du Programme d'Ajustement structurel (PAS), ils doivent répondre aux critères de démocratie et de bonne gouvernance. De plus, les Béninois de l'étranger font des pressions pour obtenir une reconstruction complète du pays au plan politique, par le biais d'une *Conférence nationale souveraine*. Mathieu Kérékou avait accepté de laisser tomber son régime socialiste, mais ce n'était plus suffisant; la population voulait un changement radical dans le pays. C'est donc à la suite des pressions intérieures et extérieures que la *Conférence des Forces Vives de la Nation* eut lieu. On y adopta un système démocratique et un Premier ministre fut élu pour la période de transition. C'est dans cette transition, en 1990, que la privatisation a débuté. La *Conférence des Forces Vives de la Nation* donnait un nouvel essor au Bénin : le système d'économie planifiée devenait une économie de marché avec la mise en place d'une démocratie libérale. Cette conférence fut un point tournant pour, non seulement le Bénin mais toute la région Ouest Africaine Francophone car, le pays changeait de régime parce que la population civile le réclamait, et cela, sans effusion de sang et sans coup d'État militaire.

Société civile et État sont confrontés à l'instabilité socio-politique de différents ordres : les contraintes géographiques, la mauvaise circulation de l'information à l'intérieur du pays même et les pressions coloniales. Il faut donc une recomposition des espaces politiques et géostratégiques comme l'avance Igue (2000) pour que les sociétés civiles puissent émerger et que l'État puisse compter sur des acteurs dynamiques.

Il faut ajouter que les États ayant de plus en plus de difficultés à exercer leur souveraineté dans l'économie de marché actuelle de la mondialisation, et donc de plus en plus de difficultés à répondre aux besoins de leurs populations, des économies parallèles se sont développées afin de pallier aux manques. Les Programmes d'ajustement structurel qui ont été imposés aux États afin de recevoir de l'« aide internationale » ont conduit les pouvoirs publics à limiter et à diminuer leurs budgets nationaux consacrés aux services sociaux, à l'habitation, à l'éducation et à l'alimentation. Ceci va fragiliser la politique intérieure de ces pays par l'effet de la corruption et des injustices de toutes sortes, mettant du fait même un frein au développement à cause des conflits et des scandales qui éclatent et rendent instables ces États. Favreau et Fréchette font ressortir un élément important à savoir, que la faiblesse de l'État favorise une solidarité qui provient de la base :

*La marge de manœuvre des États chez les pays du Sud, dans leur fonction de redistribution, a été réduite à sa plus faible expression. Les populations de ces pays se retrouvent ainsi plus que jamais contraintes de concevoir elles-mêmes de nouvelles formes de solidarité et d'entraide, économiques et sociales tout à la fois, afin de résoudre les problèmes les plus cruciaux auxquels elles sont confrontées.*¹⁸

Cette solidarité montante, même si elle reste locale, cherche à recréer des réseaux économiques à l'aide de coopératives, de mutuelles, d'associations, de regroupements villageois (n'ayant pas de liens avec l'ancien système de coopératives et de mutuelle sous le régime socialiste dans le cas du Bénin). Ce renouvellement d'économie sociale s'exprime dans une toute autre philosophie, elle n'est plus imposée par le régime, elle émerge d'initiatives privées. De plus, les acteurs de ce mouvement cherchent à prendre leur place dans le champ de la vie publique. Les initiatives locales au Sud tentent de créer des réseaux socioéconomiques qui combinent à la fois les dimensions marchandes et non marchandes (Defourny et Develtere, 1999). Ces réseaux sont souvent soutenus par des O.N.G., au Sud, et ils cherchent à adapter les modes de production marchands aux sociétés et à leurs cultures spécifiques. Les caractéristiques des réseaux d'économie sociale se distinguent selon Favreau et Fréchette par le : « regroupement des personnes en tant qu'associés d'une même entreprise poursuivant tout à la fois des objectifs sociaux et des objectifs économiques, misent principalement sur un mode de gestion démocratique et utilisent le capital disponible dans une perspective d'entrepreneuriat social et collectif. »¹⁹ L'expérience Songhaï c'est l'histoire d'une O.N.G. qui favorise l'essor des réseaux d'économie sociale en donnant une formation adaptée à la société (ethnies avec l'ensemble de leurs traditions et cultures différentes), tout en créant des entreprises d'économies sociales (coopératives agricoles...), qui sont prises en charge par leurs membres (fermiers ex-étudiants de Songhaï et

¹⁸ Louis Favreau et Lucie Fréchette. 2002, p15

¹⁹ Louis Favreau et Lucie Fréchette, 2000, p.9

fermiers non étudiants de Songhaï), à travers les pratiques d'*empowerment* et avec une participation démocratique. Puisque Songhaï est né dans cette période agitée de transformation de l'État (du socialisme au libéralisme), il a préconisé une politique qui s'adaptait à son temps tout en donnant aux individus les plus démunis (décrocheurs scolaires en autres) la possibilité de s'insérer dans le marché de l'agriculture, marché le plus important du Bénin. Le tournant politique qui permis la démocratie, mais aussi l'économie de marché, fut brutal pour les populations et c'est pour cette raison que Songhaï a mis en oeuvre une mission de changement des « mentalités », afin que l'esprit d'entrepreneuriat puisse émerger et recréer des tissus socio-économiques, mais aussi que les populations reprennent du pouvoir sur le plan politique. Ceci étant dit, Songhaï favorise l'excellence, les résultats, la performance, tout cela sous le couvert du collectif, afin d'être plus fort, mais aussi plus moral. Et c'est peut-être à cet effet que Songhaï incarne un renouveau au plan du libéralisme qui se fait plus démocratique et équitable, pour tous.

4.4. *L'organisation de Songhaï conjugue libéralisme et économie sociale*

En résumé, les liens entre le libéralisme, l'*empowerment* et Songhaï sont nombreux. D'abord, l'individu en est le centre, il doit développer ses habilités, son autonomie, son leadership. Songhaï émerge dans un contexte où le néolibéralisme fonctionne à plein rendement avec les programmes d'ajustement structurel, même s'il veut colmater les brèches qu'a ouvert le libre marché, il n'exclut pas le marché de son approche, il le récupère afin de le mettre à son service. Comme le disait Burdeau (Burdeau, 1979, p.10) : « La liberté des forts eut trop souvent pour contrepartie la servitude des faibles ». La renaissance du libéralisme, ou la liberté inscrite en l'Homme doit être aussi une liberté vécue par tous les hommes, s'actualise à l'aide de la *liberté participation* ou encore par l'*empowerment* des individus, qui obligent les institutions à faire en sorte que l'idéal soit atteint.

Songhaï conjugue l'économie et le social, deux termes souvent opposés ; il organise un système dans lequel l'homme retrouve sa liberté par le processus d'*empowerment* tout en prenant en compte la liberté d'autrui en choisissant d'agir à travers la collectivité pour elle, mais surtout, et avant tout parce qu'il en retire (individuellement) des bénéfices au plan économique et social.

5. Conclusion

L'*empowerment* qui favorise l'épanouissement de l'individu et l'insertion dans la communauté, est à la fois une récupération libérale, mais aussi une modification du rapport entre l'état et l'individu. On ne demande plus à l'État de *faire*, on préfère s'organiser, tout en exigeant une certaine régulation au plan politique.

On peut aussi chercher une solution sociologique et concevoir que le pouvoir, quant il appartient au peuple de l'exercer, change de nature,

qu'il a moins affaire à la coercition qu'à l'organisation de la vie économique et sociale, et qu'il s'agit moins de contraindre que de construire une société civile nouvelle, la contrainte n'étant qu'une transition. Mais dans ce cas la démocratie politique est abandonnée pour être remplacée par la gestion des choses et des biens. Le peuple, immergé dans les délices de la production et de la consommation n'a plus aucun conflit à régler et dans cette démocratie, la politique n'est plus impérative mais décorative, simple cadre de la vie qui se déploie sans entraves.²⁰

Les sociétés du Sud, comme celle du Bénin, sont souvent amenées par les institutions internationales à entreprendre un processus de développement centré sur l'économie, qui ne favorise pas nécessairement les populations. Et c'est pourquoi surgissent partout des initiatives privées, comme celle de Songhaï, afin de rétablir un équilibre entre le social, le politique et l'économique. Ces interactions multiples entre les différentes sphères sociales, est aussi une recherche de liberté et d'un mieux vivre pour les populations trop souvent oubliées au profit des enjeux économiques. Pourquoi ne pas exiger un politique décoratif comme le suggère Vargas (2000), un politique qui n'a plus le pouvoir despotique, qui n'est plus au service de l'économie, un politique à sa place, au service des populations, et cela sous-tend nécessairement une population participative, qui s'implique, qui est vigilante. Est-ce possible qu'un renouveau libéral se fasse dans le sens du bien commun, de la liberté pour tous ? Dans tous les cas, les tenants de l'économie sociale et solidaire luttent pour une meilleure répartition des richesses et pour la prise en main du politique par les populations, pour un monde différent qui ne nie pas l'économie, mais qui le conjugue au social.

Bibliographie

- Anderson J.M. 1991. Immigrant women speak of chronic illness : the social construction of the devalued self. *Journal of Advanced Nursing*. 16. p. 710-717.
- Bihr, Alain et Roland Pfefferkorn. 1995. *Déchiffrer les inégalités*. Paris : Syros, 576 p.
- Burdeau, Georges. 1979. *Le libéralisme*. Paris : Éditions du Seuil, 296 p.
- Burdeau, Georges. 1971. *Les assises intellectuelles et sociales de l'Etat libéral*. 2e ed. rev. et augm. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 397 p.
- Destremau, Blandine. 1998. « Comment définir la pauvreté ? », dans *L'insoutenable misère du monde : économie et sociologie de la pauvreté*. Hull : Éditions Vent d'ouest Inc, p.27-34.
- Defourny, Jacques, Patrick Develtere et Bénédicte Fonteneau. 1999. *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Bruxelles : De Boeck Université, 278 p.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Sainte Foy (Qué.) : Presse de

²⁰ Yves Vargas, 2000, p.11

- l'Université du Québec, 251 p.
- Gibson C.H. 1991. A concept analysis of empowerment. *Journal of Advanced Nursing*, 16, 354-361.
- Igue, John O. 2000. « État et société face à la mondialisation de l'économie ». *Économie et société au Bénin : d'hier à demain*. Paris : L'Harmattan, p. 144 -180
- Lackey, A.S., R. Burke, & M. Peterson. 1987. Healthy communities: The goal of community development, *Journal of the Community Development Society*, 18 :2. 1-17.
- Ninacs, William A. 1995. «Empowerment et service social: approches et enjeux». *Revue Service social* : Presses Université Laval. vol. 44, p. 69
- Nzamujo, Godfrey. 2002. *Quand l'Afrique relève la tête*. Paris : Les Éditions du Cerf, 140 p.
- Rappaport J. 1987. Terms of empowerment/exemplars of prevention : toward a theory for community psychology. *American Journal of Community Psychology*, 15, 121-148.
- Sherwin S. 1992. *No Longer Patient: Feminist Ethics and health Care*. Temple University Press. Philadelphia
- Vachet, André. 1988. *L'idéologie libérale : l'individu et sa propriété*. Nouv. Ed. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 567 p.
- Vargas, Yves, (dir.). 2000. *De la puissance du peuple : la démocratie de Platon à Rawls*. Pantin : *Le temps des cerises*, 283 p.